

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 11 FEVRIER 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE

Le mercredi 11 février à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le janvier 2016

PRESENTS : (14) Mmes Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Michèle BILLIER, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Monsieur Daniel DEBET est arrivé et a pris part au vote à compter de la délibération n° 05.

Monsieur Emmanuel MOULIN est arrivé et a pris part au vote à compter de la délibération n° 07.

ABSENTS EXCUSES : (3) Mmes Valérie BERLEMONT, Irène FIORAZZO, M. Jean-Marie MACEIRA.

ABSENTS : (2) Mme Valérie CHAMBOUNAUD, Eric GOUDONNET.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Géraldine VIRUMBRALES

ORDRE DU JOUR

FINANCES/PERSONNEL

- Syndicat Intercommunal d'Electrification de Cavignac : convention de partenariat financier ;
- Convention relative à l'implantation d'un abribus au lieudit « L'Etang » ;
- Demande de subvention au Conseil Départemental pour la toiture des écoles ;
- Prise en charge de dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2016 du budget principal et du budget annexe « Assainissement Collectif » ;
- Subvention pour le projet de voyage scolaire des enfants de CP et de CE2 ;
- Travaux de voirie : Place Rabut (devant le funérarium) ;
- Convention avec Réseau de Transport d'Electricité.

CULTURE

- Convention tripartite pour l'exposition « Saint-Christolyennes, Saint-Christolyens » ;
- Convention de prêt d'exposition « Rouge, Vert, Bleu ».

AUTRES POINTS

- Convention avec les Ets GRELIER pour l'utilisation de chemins d'exploitation ;
- SIBV de la Livenne : dissolution et liquidation.

QUESTIONS DIVERSES

Le dernier compte-rendu du 13 janvier 2016 est adopté à l'unanimité des présents et représentés.

**Information des décisions prises en application de l'article L2122.22 du Code
Général des Collectivités Territoriales**

Numéro	Objet
D2016-006	Arrêté portant attribution d'une Indemnité d'Administration et de Technicité
D2016-007	Arrêté portant attribution d'une Indemnité d'Administration et de Technicité
D2016-008	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au 6 rue Paul Arnaudin
D2016-009	Arrêté portant titularisation en fin de stage d'un adjoint technique de 2 ^{ème} classe.
D2016-010	Arrêté portant attribution de la Nouvelle Bonification Indiciaire.
D2016-011	Arrêté portant attribution d'une Indemnité d'Administration et de Technicité
D2016-012	Arrêté instaurant l'interdiction de circuler et de stationner pour des véhicules d'un PTAC de plus de 19T sur la VC n° 207.
D2016-013	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur l'alignement et /ou sur le domaine public.
D2016-014	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire.
D2016-015	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité signé avec Jennifer PHOREAU.
D2016-016	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité signé avec Valérie CHRETIEN.
D2016-017	Résiliation de la convention de mise à disposition à durée déterminée avec le GEMEF.
D2016-018	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité signé avec Corinne COUETTE pour animer l'atelier « Photos » dans le cadre des TAP.

N° 20160211-01

**OBJET : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRIFICATION DE CAVIGNAC :
CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER**

Monsieur CADUSSEAU et Monsieur BERLINGER ne comprennent pas la proposition de la délibération et notamment du total des pourcentages (70 % + 30 % + 20 %) qui n'est pas égal à 100 %.

Madame PICQ propose de reformuler le projet de délibération et explique que la part restante après la subvention du SDEEG de 20 % est répartie entre le SIE de Cavignac à hauteur de 70 % et la commune à hauteur de 30 %.

Elle propose la délibération suivante :

Madame le Maire informe de la poursuite par le Syndicat Intercommunal d'Electrification de Cavignac des travaux de mise aux normes de l'éclairage public comprenant :

- le remplacement des coffrets défectueux,
- la suppression des cellules,
- la mise en place d'horloge électronique, plus économique.

Le coût des travaux pour la commune s'élève à 29 878,64 € HT, subventionné par le SDEEG à hauteur de 20 % sur les travaux et les frais de gestion, soit 5 975,73 €. La part restante est répartie comme suit :

- Part du SIE 70 % : 16 732,04 €
- Part de la commune 30 % : 7 170,87 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De réaliser les travaux correspondants ;
- Charge Madame le Maire à signer la convention de partenariat avec le SIE de Cavignac, annexée à la présente ;
- Inscritra les dépenses correspondantes au budget 2016.

VOTE : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-02

OBJET: CONVENTION RELATIVE A L'IMPLANTATION D'UN ABRIBUS AU LIEUDIT « L'ETANG »

*Madame PICQ informe que l'abribus est déjà installé. Il s'agit d'une régularisation avec le Conseil Départemental car la convention n'a pas été signée entre les deux parties.
Elle propose la délibération suivante :*

Madame le Maire informe qu'il convient de signer une convention avec le Conseil Départemental suite à l'implantation d'un abribus au lieudit « L'Etang ».

Elle rappelle que le coût à charge de la collectivité est de 400 € et que la dépense a été inscrite au budget 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer la convention avec le Conseil Départemental, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-03

OBJET: DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LES TOITURES DES ECOLES

Madame PICQ rappelle que la DETR a été sollicitée et le dossier a été déposé au cours du mois de janvier auprès du Sous-Préfet. Elle indique que la commune peut demander également l'aide du Département.

Monsieur CADUSSEAU demande comment la participation est calculée.

Madame PICQ répond qu'il s'agit d'un montant de travaux plafonné à 22 000 € auquel le Conseil Départemental attribue un coefficient. Le montant maximum que peut obtenir la commune est de 13 420 €.

Monsieur CADUSSEAU demande les modalités de versement de la subvention.

Madame PICQ répond qu'un acompte peut être demandé au début des travaux, des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans la limite de 80 % du montant de la subvention. Le solde est versé lorsque les travaux sont terminés. Les travaux ne pourront pas être commencés avant l'obtention de l'accord des subventions.

Elle rappelle qu'afin de ne pas trop grever le budget, les travaux seront effectués en 3 tranches sur 3 années.

Monsieur BERLINGER s'interroge sur la possibilité de demander la subvention tous les ans au Conseil Départemental.

Madame PICQ rappelle qu'il faut faire la demande comme elle a été faite auprès de l'Etat.

Madame BAUDE indique que la subvention au Département pourra être demandée chaque année pour un autre projet.

Madame PICQ rappelle qu'il a été demandé à l'Etat au titre de la DETR le maximum soit 35 %, mais il faut être vigilant la commune pourrait n'obtenir que 25 %. Un appel d'offres devra être lancé après l'accord des subventions.

Elle propose la délibération suivante :

Madame le Maire informe de la possibilité de solliciter le Conseil Départemental pour obtenir une subvention pour refaire les toitures des écoles, d'un montant maximum de 13 420 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Sollicite une subvention d'investissement de 13 420 € pour refaire les toitures des écoles maternelle et élémentaire ;
- Autorise Madame le Maire à déposer le dossier correspondant auprès du Département ;
- Valide le plan de financement suivant :

Dépenses d'investissement :

- Dépenses HT : 167 034,40 €
- Dépenses TTC : 200 441,27 €

Recettes d'investissement :

- DETR 35 % : 58 462,00 €
- Département : 13 420,00 €
- FCTVA 15,761 % : 31 591,00 €
- Autofinancement : 96 968,27 €

VOTE : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-04

OBJET : PRISE EN CHARGE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2016

Madame PICQ informe que cette délibération a été prise au mois de décembre mais le trésorier nous sollicite pour faire une répartition par opération et non par chapitre comme habituellement.

Madame BELLUE demande quelle est la différence.

Madame PICQ explique que dans un chapitre il peut y avoir plusieurs opérations et que dans chaque opération il y a plusieurs comptes d'imputation ; il faut détailler davantage.

Elle propose la délibération suivante :

Madame le Maire rappelle la délibération du 16 décembre 2015 dans laquelle le Conseil Municipal l'autorisait à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2015 avant le vote du budget 2016, prévu par l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle informe que Monsieur le Receveur Principal a demandé de reprendre une délibération et de répartir les dépenses par opération et non par chapitre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2015. A savoir,

Pour le budget principal :

- Opération 10005 Restaurant Scolaire
 - o 2188 : 5 000 €
- Opération 13 Ecole Elémentaire
 - o 2188 : 500 €
- Opération 24 Ecole Maternelle
 - o 2188 : 750 €

- Opération 10001 Gros travaux de voirie
 - o 2315 : 25 375 €
- Opération 10006 Signalisation
 - o 2152 : 4 375 €

VOTE : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-05

OBJET : SUBVENTION POUR LE VOYAGE SCOLAIRE DES CLASSES DE CP/CE2

Arrivée de Monsieur Daniel DEBET, ce qui porte le nombre de votants à 13.

Madame PICQ expose la demande de subvention de l'école élémentaire pour leur voyage scolaire.

Monsieur BERLINGER indique que les associations ont été sollicitées.

Madame BILLIER informe que les classes de CP et CE2, correspondant à 30 enfants et 5 accompagnateurs, partiraient à Suzac-Meschers dans un centre de vacances du 2 au 4 mai. Le coût s'élève à 4 060 € auquel il faut rajouter 520 € pour le transport. Les enfants feront des activités comme de l'équitation, du char à voile qui sont onéreuses. La coopérative a déjà versé un acompte de 1 305 € et sollicite la commune pour obtenir une participation financière.

Madame BAUDE demande ce qu'ils ont l'intention de faire d'autre pour obtenir de l'argent : une vente de gâteaux ?

Madame ANCELOT constate qu'il n'y a que 30 enfants qui partent ce qui ne remplira pas le bus.

Madame BILLIER explique que certaines familles ne souhaitent pas que leur enfant y participe. Le coût du bus est forfaitaire.

Mme PICQ précise que si une autre classe participait, le prix du voyage serait proportionnel au nombre de participants et donc plus cher.

Madame PICQ propose la délibération suivante :

La commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 2 février 2016 a étudié la demande de subvention de l'école élémentaire pour leur projet de voyage scolaire à Suzac-Meschers du 2 au 4 mai 2016.

Ce voyage concernerait 30 enfants des classes de CP/CE2 et 5 adultes. Le coût total s'élève à 4 580 €.

La commission propose de verser 1 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'allouer à la Coopérative Scolaire une subvention de 1 000 € ;
- d'inscrire la dépense correspondante au budget.

VOTE : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-06

OBJET : TRAVAUX DE VOIRIE : PLACE RABUT

Madame PICQ informe que la commission s'est réunie sur le terrain le 5 février dernier. Les arbres et les souches ont été enlevés car ils étaient malades.

Monsieur MORNON, technicien voirie à la CDC Latitude Nord Gironde, a transmis un devis pour effectuer la pose de bordures et la création d'un réseau pluvial devant le funérarium estimé à 7 708,20 €.

Afin de limiter les frais, seuls ces travaux là seraient effectués dans l'immédiat et le bitume ultérieurement pour l'ensemble de la place.

Monsieur GRIMEE a sollicité l'entreprise RAVET qui n'a pas encore transmis sa proposition.

Monsieur CADUSSEAU ne peut pas se prononcer sans avoir connaissance du deuxième devis.

Madame PICQ rappelle que Monsieur BEAU attend pour faire ses travaux.

Madame BAUDE propose de modifier le projet de délibération et d'autoriser le Maire à signer avec l'entreprise la plus avantageuse.

Madame PICQ informe qu'elle enverra les devis par mail aux élus pour avis avant de signer.

Elle propose la délibération suivante :

Suite à la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement », réunie le 5 février, Madame le Maire propose d'effectuer des travaux de pose de bordures et de création d'un réseau pluvial devant le funérarium, place Rabut avant le vote du budget 2016.

Le coût est estimé à 7 708,20 € TTC par la CDC Latitude Nord Gironde.

L'entreprise RAVET a été sollicitée et doit nous transmettre prochainement son devis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire à signer le devis économiquement le plus avantageux.
- Inscrit la dépense en section d'investissement, à l'article 2315 à l'opération 10001.

VOTE : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-07

OBJET : CONVENTION AVEC LE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE POUR L'ENTRETIEN DE DEBOISEMENT DES PARCELLES DE LA LIGNE ELECTRIQUE CUBNEZAIS-ETAULIERS

Arrivée de Monsieur Emmanuel MOULIN, ce qui porte le nombre de votants à 14.

Suite à la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement », réunie le 5 février, Madame le Maire informe de la proposition de convention avec le RTE pour l'élargissement des tranchées forestières et de l'entretien de déboisement des parcelles ZI 38, ZK 12, ZK Chemin rural, YL 47 et YK 42 afin d'élaguer les arbres qui gênent le fonctionnement de la ligne électrique.

Le Réseau de Transport d'Electricité versera 40,44 € d'indemnité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante avec RTE, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-08

OBJET : CONVENTION TRIPARTITE POUR L'EXPOSITION « SAINT-CHRISTOLYENNES - SAINT-CHRISTOLYENS »

Madame PICQ informe que les prises de vue ont commencé le week-end dernier. Elle invite les conseillers à aller se faire photographier.

Madame BELLUE demande le coût de l'impression des livres.

Madame ANCELOT répond qu'il est de 7,50 € si on en imprime 700 exemplaires. Il pourrait être vendu 15 € selon le nombre de photos et de pages.

Madame PICQ propose la délibération suivante :

Madame le Maire rappelle le projet culturel pour prendre les habitants et les personnes travaillant sur la commune qui le souhaiteraient en photo.

Les photos feront ensuite l'objet d'une exposition au cours du mois de mai et l'édition d'un livre regroupant l'ensemble des portraits.

Suite à la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 2 février, et à la commission « Culture, Vie associative, fêtes et cérémonies » réunie le 4 février, Madame le Maire propose de signer une convention avec Monsieur TABUSTEAU Eric, photographe qui photographiera gratuitement les personnes et l'Association « La Source » qui prendra en charge l'impression et la vente du livre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-09

OBJET : CONVENTION DE PRÊT D'EXPOSITION « ROUGE, VERT, BLEU »

Monsieur BERLINGER demande où aura lieu l'exposition.

Madame PICQ répond au VOX comme d'habitude.

Elle propose la délibération suivante :

Madame le Maire rappelle le projet culturel avec LE LABO PHOTO qui prêtera gratuitement à la commune des photographies et un diaporama sur le thème « Rouge, Vert, Bleu » du 29 février au 21 mars 2016.

Suite à la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 2 février, et à la commission « Culture, Vie associative, fêtes et cérémonies » réunie le 4 février, Madame le Maire propose de signer une convention avec LE LABO PHOTO.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-10

OBJET : CONVENTION D'AUTORISATION D'UTILISATION DES CHEMINS D'EXPLOITATION ZI 38 et ZE 39 ET DE LA TRAVERSEE DE LA PISTE N° 5 AVEC LA SARL GRELIER & FILS

Madame PICQ informe que par arrêté préfectoral, la carrière peut être exploitée par la SARL GRELIER & Fils.

Monsieur CADUSSEAU demande si la signalisation des chemins sera à la charge de l'entreprise et si ce qui est prévu dans la convention est suffisant.

Madame PICQ répond que l'on peut le rajouter dans la délibération mais c'est inclus dans la convention dans la partie « aménager et entretenir ».

Madame le Maire rappelle l'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2015 autorisant la SARL GRELIER & Fils à exploiter une carrière de sable au lieu-dit « Terrier Pointu ».

Suite à la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 2 février, Madame le Maire propose de signer la convention avec la SARL GRELIER & Fils :

- Qui l'autorise à utiliser les chemins d'exploitation ZI 38 et ZE 19 et à traverser la piste n° 5 ;
- Qui engage l'exploitant à aménager et à entretenir régulièrement la chaussée des chemins et à les remettre en état à l'issue de l'exploitation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160211-11

OBJET : SIBV DE LA LIVEENNE - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu le Code des Procédures financières,

Vu la notification du 4/06/2012 de la décision de M. le Préfet d'entamer une procédure de dissolution du SIBV de la Livenne,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er}/04/2014 autorisant le retrait de compétences du SIBV de la Livenne au 30 juin 2014,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er}/07/2014 et de ses annexes, autorisant l'extension des compétences de la Communauté de communes de l'Estuaire pour la gestion des bassins versants de la Livenne et de ses affluents,

Vu les précédentes délibérations du Conseil municipal du 08/10/2014 portant accord pour la dissolution du SIBV de la Livenne, du 04/05/2015 rejetant l'article 3 des conditions de liquidation du SIBV de la Livenne, du 07/10/2015 contestant la validité du compte administratif 2014 et celle du budget 2015 et ayant pris la décision de verser à la Caisse des dépôts et Consignations les sommes réclamées par le Syndicat,

Vu le compte-rendu du 1^{er} mars 2011 de la réunion du 23 février 2011 du premier Collectif de 21 communes membres du Syndicat, faisant état de nombreux dysfonctionnements dans la gestion et le fonctionnement du Syndicat,

Vu la constitution du deuxième Collectif de 8 communes le 9 février 2015, les comptes rendus de ses délibérations, la lettre du 23 février 2015 au Président Noël, lui demandant de réunir le Comité syndical afin de faire le point sur la liquidation et l'évolution de la situation depuis le comité du 7 juillet 2014, la note « Questions au Président » du 2^{ème} Collectif pour le Comité syndical du 9 mars 2015,

Vu la saisine de M. le Préfet par le 2^{ème} Collectif le 20 mars 2015, sollicitant son assistance pour le règlement de la liquidation du SIVB de la Livenne et lui transmettant en complément, un dossier des motifs (25 pièces) et les comptes des exercices 2011 à 2014,

Vu la notification de M. le Préfet le 18 décembre 2015, de sa décision de nommer un liquidateur,

1^{ère} résolution : Prise en charge des frais du liquidateur.

Le Conseil municipal,

- **AUTORISE** ses délégués au SIBV de la Livenne à voter des indemnités de déplacement et de repas pour le liquidateur qui sera nommé par décision préfectorale.

2^{ème} résolution: le partage de l'actif et du passif.

Considérant qu'aucun procès-verbal de la mise à disposition des moyens et matériels du Syndicat à la CCE n'a été établi lors du transfert de compétence et que la proposition du Syndicat, de transférer à titre gracieux à la CCE, les biens meubles et immeubles évalués à 135 000 Euros et de partager le passif entre toutes les communes n'est pas le partage équitable prescrit par la réglementation (CGCT),

Considérant que le passif est essentiellement constitué par des emprunts, que ceux-ci auraient servis à des réalisations sur le territoire de la CCE,

Considérant que la part des communes intégrées est prise en charge par la Communauté de communes qui bénéficie des ouvrages sur son territoire, que les communes hors collectivité auraient à supporter,

selon les critères fixés et les modalités de liquidation proposées jusqu'alors, une charge qui ne correspond à aucune réalisation, ni à aucun ouvrage sur leurs territoires, ce qui reviendrait à effectuer une dépenses sans acquisition de biens, de fournitures ou de services,

Considérant que le législateur dans ses lois et l'Administration dans ses règles ont toujours manifesté le souci de traiter les parties, les entités et toutes collectivités sur un même pied d'égalité, ne sauraient laisser se développer deux régimes pour le règlement de cette liquidation,

Considérant que les critères de répartition fixés par le SIBV de la Livenne, sont parfois erronés ou abusifs, notamment ceux des linéaires et donc, des superficies assainies et des populations rattachées,

Considérant que peu ou pas de travaux n'ont été réalisés sur son territoire depuis 2012, cette absence d'opérations ayant déjà été constatée pour la période précédente par le 1^{er} Collectif de 21 communes en 2011,

Considérant que le Syndicat n'a plus de technicien rivière et de secrétaire depuis 2011 et qu'aucune mesure n'a été prise entre-temps pour remédier à cette situation,

Considérant les manquements aux procédures, notamment, lors du vote des comptes et du budget,

Considérant l'absence de comptesrendus de réunions et de rapports d'activité, le refus de mettre à disposition des délégués des informations nécessaires à l'exercice de leurs mandats, les courriers restés sans réponses, le manque d'information sur les programmes, les décisions d'engager des travaux, les appels d'offres, la gestion du personnel,

Considérant que toutes les mesures prises par le syndicat depuis la notification de M. le Préfet du 4 juin 2012 et les demandes de report de la CCE n'ont eu pour effet que de prolonger les dérives, augmenter le déficit et maintenir une structure qui avait déjà lors du 1^{er} Collectif de 2011, fait la preuve de son incurie,

Le Conseil municipal,

- **DONNE SON ACCORD** pour que les biens meubles et immeubles mis à disposition de la CCE lui soit laissée en pleine propriété, moyennant une juste compensation,
- **PREND ACTE** de la valeur de l'actif du Syndicat, constitué par les investissements et équipements réalisés avec le concours de la commune,
 - Biens meubles et immeuble, pour une valeur totale de 134 961 €,
 - Autres actifs pour une valeur nette comptable de l'actif du Syndicat au 31/12/2014 (hors biens mobiliers et immobiliers), de **4 447 077 .11 €**, constitués pour l'essentiel des travaux et études financés par le SIBV Livenne.
- **PREND ACTE** du passif du Syndicat passif qui correspondrait à une **dette de 624 592 €** au 31/12/2014, constituée de sept (7) emprunts souscrits depuis 2001 pour un total de 1 225 895 €.
- **DEMANDE** que les compensations **équitables** soient effectuées sur la base des chiffres présentés au Conseil syndical du 7 juillet 2014, selon les critères de répartition « 3/3 » (Population / Superficie assainie / Linéaire des berges), soit pour la commune :
 - 7 habitants,
 - 76 ha de superficie assainie,
 - 0,350 km de berges,

- **CONSIDERE** que le solde de la dette doit être supporté, conformément à la réglementation, par les bénéficiaires des actifs réalisés **sur leur territoire**.
- **DEMANDE** que ses délégués puissent consulter autant que de besoin les archives du syndicat et que tous les documents nécessaires à l'évaluation complète des conditions de liquidation soient portés à sa connaissance,
- **CONFIRME** son désaccord complet avec les mesures prises par le syndicat, après la date de retrait de compétence fixée par décision de M. le Préfet et, notamment, son désaccord sur l'approbation du compte administratif 2014 et du budget 2015,
- **SE RESERVE LE DROIT** de poursuivre son action par tous les moyens et recours légaux à sa disposition auprès de toutes les instances et institutions compétentes, habilitées à recevoir ses requêtes.

3^{ème} résolution : approbation des délibérations du 2^{ème} Collectif de 8 communes :

Considérant les délibérations du 2^{ème} Collectif des 9/02/2015, 7/03/2015, 8/06/2015, 4/01/2016 et les comptes rendus rapportant les avis des représentants de ces communes,

Le Conseil municipal,

- **APPROUVE** les délibérations et les décisions prises par le Collectif,
- **CONFIRME** les délégués au Collectif dans leurs fonctions et ce jusqu'à la dissolution du SIBV de la Livenne,
- **APPROUVE** la désignation de M. Christian Caro, 2^{ème} adjoint au maire de Fours, en qualité de rapporteur du Collectif.

Monsieur MOULIN constate que les clés de répartition ne sont pas respectées, le nombre d'habitants n'est pas de 7.

Madame BELLUE indique qu'il s'agit de 7 habitants concernés par la Livenne et non le nombre d'habitants de la commune.

Monsieur MOULIN répond que l'on ne peut pas changer la clé de répartition alors qu'on leur a reproché la même chose. Il faut se baser sur la clé qu'on avait jusque-là. On ne peut pas changer une composante comme ça.

Madame BELLUE et Mme PICQ rappellent que depuis septembre 2014, il y a eu de nombreuses réunions du collectif à ce sujet, auxquelles ont participé les délégués et le maire et qu'il faut prendre la délibération.

Monsieur MOULIN n'est pas d'accord et veut que les règles instaurées depuis des années soient appliquées. Il vote « contre » évoquant le non-respect de la clé de répartition.

VOTE : Pour : 13 Contre : 1 (Emmanuel MOULIN) Abstention : 0

QUESTIONS DIVERSES

1°) Pays de la Haute Gironde : opération collective de diagnostics énergétiques

Madame PICQ informe de l'appel à intérêt du Pays de la Haute Gironde pour cette opération. Elle demande si la commune a intérêt à le faire, sachant que l'on sera en possession d'un diagnostic mais que la commune n'aura pas les ressources financières pour le faire. Le coût est estimé à environ 1 000 €/bâtiment selon les surfaces.

Monsieur MOULIN indique qu'il faut mettre en place dans les bâtiments des radiateurs avec des thermostats. Le fait de s'inscrire pour le diagnostic permet d'obtenir des subventions sur l'investissement. IL peut donc y avoir un retour sur investissement et cela peut être valable.

Madame PICQ propose de le demander au moins pour l'école.

Monsieur MOULIN pense qu'il vaut mieux demander pour Courade ou le Vox
Monsieur CADUSSEAU pense qu'il y a un intérêt si on a des travaux à faire.

2°) Procédure de destruction d'une maison illégalement construite

Madame PICQ informe qu'une maison a été construite sur un terrain non constructible au lieudit Quérion. Le propriétaire a affiché un permis de construire demandé pour régularisation qui lui a été refusé. Le terrain étant non constructible, la régularisation est impossible. Mme PICQ a rencontré le Sous-Préfet et attend ses instructions. Pour l'instant, le propriétaire encourt seulement une amende de 3 000 €.

Deux chalets ont été installés également au lieudit Caillau sur un terrain non constructible. Madame PICQ explique que les règles d'urbanisme sont identiques pour tous et souhaite que chacun les respecte même si les démarches administratives sont lourdes et difficiles.

Un mobil-home a été posé aux Quins. Il devra être retiré dans 3 mois maximum après le constat établi. Monsieur RAYMOND indique que celui qui se trouvait à Cottraud a été enlevé.

3°) Programmation des prochaines réunions :

- a. Commission Finances : le 23.02 à 18h30 en présence de M. ALEJO, le trésorier.
- b. Conseil Municipal : le 2 mars à 20h30
- c. Groupe de travail pour étude des demandes de subventions : le 3 mars à 20h30
- d. Réunion pour les orientations budgétaires : le 9 mars à 19h30 au VOX
- e. Commission Finances : préparation des budgets 2016 le 15 mars à 20h30
- f. Conseil Municipal : le 30 mars à 20h30

4°) Monsieur VITRAS demande la procédure pour un administré de l'Aiguille qui souhaite mettre en place une buse à ses frais.

Madame PICQ répond que la personne doit faire une demande d'autorisation.

5°) Monsieur VITRAS signale un câble téléphonique à l'Aiguille qui traîne le long d'une maison.

Monsieur DEBET répond que Monsieur PETIT, le policier municipal, s'est rendu sur place et a contacté France TELECOM.

6°) Madame Ancelot demande à Monsieur Debet que le fossé près de chez elle soit nettoyé car un « bouchon » s'est formé.

7°) Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

Madame le Maire informe que depuis la réunion des Maires de la CDC Latitude Nord Gironde (CCLNG), certaines communes pourraient être rattachées à la CCB. Il faudrait garder les cantons.

Monsieur ROQUES, Président de la CDC Latitude Nord Gironde, proposait aux membres de la SDCI la fusion avec la CDC du Cubzaguais et éventuellement quelques communes du Bourgeais.

Madame PICQ n'a pas signé le courrier.

Monsieur BERLINGER informe que le 12 février les viticulteurs du Bourgeais vont manifester devant la Préfecture pour garder l'appellation « Bourgeais ».

Madame PICQ indique que le Cubzaguais ne veut pas les communes du Nord de la CDC Latitude Nord Gironde.

Monsieur BERLINGER pense que le problème est la position de Blaye.

Madame PICQ rappelle que la commission se réunira ce vendredi 12 février et étudiera un amendement consensuel entre le rapporteur de la commission et les deux assesseurs représentant chacun une tendance politique et que la commission peut se réunir encore jusqu'au 31 mars 2016.

8°) Convention de partenariat avec la MFR de l'Entre-Deux-Mers

Madame PICQ informe que la convention a été soumise à la commission « Finances » et sera représentée. Elle propose à M. Berny de répondre aux interrogations des membres de la commission.

Monsieur BERNY explique qu'il s'agit de faire intervenir des jeunes en formation dans l'horticulture pour embellir la commune. Ils pourraient se charger des plantations les plus compliquées. Le coût maximum est de 300 € par intervention d'une journée et selon le nombre d'élèves.

Madame BAUDE demande ce qu'il leur faut exactement.

Monsieur BERNY explique qu'ils interviennent sur le terrain prêt et assument les plantations, ils sont entre 8 à 24 élèves maximum.

Madame BAUDE demande si cela a déjà été pratiqué sur d'autres communes.

Monsieur BERNY répond que la MFR a un partenariat pour l'entretien à l'année du Château de Vayres et intervient aussi pour des entreprises privées.

L'argent sert à financer des sorties pédagogiques.

Sur la commune, ils pourraient s'occuper des plantations au Monument aux morts ou dans la rue des Ecoles et nous proposer d'investir dans des végétaux qui restent en place au lieu d'avoir à renouveler les plants chaque année.

Madame PICQ informe que les bacs rachetés à Monsieur BEAU vont être installés devant la salle des mariages et l'église pour éviter le stationnement des véhicules trop près des bâtiments et gênant lors des cérémonies. Ils seront agrémentés de plantes.

Monsieur DEBET rajoute qu'un marquage au sol sera matérialisé pour que les pompes funèbres puissent accéder facilement à l'église.

9°) Fermeture du secrétariat de mairie

Compte tenu des congés des secrétaires, le secrétariat sera fermé au public lundi 22 février toute la journée.

Madame PICQ informe du départ de Sonia LEPAS pour la commune de Saint-Savin à compter du 7 avril. Quatre candidats seront reçus lundi 15 février pour un entretien. Peu de candidatures ont le profil recherché.

10°) Monsieur BERLINGER pense qu'il faudrait investir dans de la vaisselle à mettre à disposition des associations à la salle COURADE. En effet, lors du repas « choucroute » de l'Ensemble Vocal de la vaisselle a dû être empruntée à la cantine. De plus il faudrait revoir l'organisation et faire un nettoyage approfondi de la cuisine de Courade qui pourrait se faire entre membres associatifs.

Madame PICQ rappelle que la préparation de repas est interdite.

Madame ANCELOT demande alors pourquoi cela se fait quand même.

Madame PICQ répond que chaque association gère à sa façon et qu'on ne peut pas empêcher les associations de fonctionner et les conventions mises en place rappellent les règles. Il est bien précisé qu'on a seulement le droit de réchauffer.

Monsieur BERLINGER souhaiterait récupérer les tables rondes qui sont stockées actuellement chez un particulier. Il pense qu'une mutualisation serait intéressante.

Monsieur CADUSSEAU indique que pour des mariages la commune pourrait les louer.

Monsieur BERLINGER informe également qu'il faut revoir le chauffage au VOX, s'il y a eu une activité le dimanche il fait très chaud le lundi sinon il fait très froid.

Madame PICQ fera part à Monsieur Maxime BONNAUD de cette remarque pour y remédier.

11°) Projet d'éoliennes à Saugon

Monsieur CADUSSEAU informe que certaines communes prennent des délibérations pour se prononcer contre le projet privé d'éoliennes sur la commune de Saugon.

Monsieur MOULIN ne voit pas pourquoi on irait commander à Saugon. Le Maire de Saugon a signé une autorisation. La société avait promis des taux d'indemnisation aux communes qui ont baissé.

Le sujet a été débattu en CDC.

Néanmoins, Madame PICQ a proposé d'entendre une demande qui émanerait d'élus de Saugon.

12°) Madame PICQ informe de la demande de fabrication de bacs pour la bibliothèque.

Madame BELLUE indique qu'il s'agit de fabriquer des bacs pour y déposer 350 CD qui seraient prêtés par la BDP pendant un an.

Monsieur DEBET informera les services techniques qui les réaliseront.

13°) Madame PICQ indique que la CCLNG a sollicité une subvention de l'Etat au titre de la DETR pour des travaux de l'ordre de 220 000 € sur le site des lacs du Moulin Blanc pour des locaux aux agents, aux MNS, un point accueil et un cheminement piétons.

De même, une micro-crèche sera créée sur la commune de Saint-Yzan de Soudiac pour 10 places à côté de la gare.

Monsieur MOULIN informe que cela va générer la création de 4 emplois.

Madame PICQ informe que la Mission Locale qui se trouve actuellement dans les locaux du centre culturel de Saint-Savin va emménager pour des raisons d'accessibilité dans une maison acquise par la commune de Saint-Savin en face de la mairie. Le loyer sera supporté par la CDC alors que la Mission Locale était jusque là logée gratuitement.

La séance est levée à 23h25

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,
Murielle PICQ.